



JOURNÉE POUR L'ÉRADICATION DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Mobilisons-nous contre les violences sexistes et sexuelles
 Manifestation le 24 novembre 2023 17h30, Place d'Arc à Orléans

En lien avec la journée internationale du 25 novembre, notre soutien va à toutes les femmes du monde, en lutte pour leurs droits et premières victimes avec les enfants des guerres. Nous manifestons particulièrement notre soutien aux femmes d'Ukraine, de Birmanie, de Palestine, d'Israël, du Haut-Karabagh, d'Éthiopie, d'Afghanistan, d'Iran...

Le 24 novembre, nous manifesterons pour rappeler qu'en 2023 être une femme, c'est vivre en étant partout exposée aux violences. Ces violences sont exacerbées pour les femmes racisées, trans, non valides, qui pratiquent le travail du sexe ou la prostitution, et pour les personnes LGBTI. Celles-ci surviennent partout, et tout le temps: dans les familles, sur les lieux de travail et d'études, dans l'espace public, dans les transports, dans les établissements de soin, les cabinets gynécologiques, dans les maternités, dans les milieux du théâtre, du cinéma, du sport, en politique... Dans tous les milieux sociaux.

850 femmes ont été assassinées sous les mandatures d'Emmanuel Macron. Ce sont 850 féminicides, dont 75 % dans le couple, et plus de 1000 enfants orphelins. Ce sont 220 000 femmes victimes des violences de leur conjoint ou ex chaque année et des centaines de milliers d'enfants co-victimes de ces violences. Ce sont 250 viols ou tentatives de viol chaque jour, et une justice qui refuse toujours de croire la parole des victimes.

Une femme en situation de handicap sur 5 a été victime de viol. 50 % des lesbiennes et 75 % des bies ont été confrontées à des violences dans l'espace public et 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe. Les femmes trans sont 3 fois plus à risque de subir des violences.

Notre département, le Loiret est le département français le plus touché par les outrages sexistes après Paris, avec près de 7 fois plus de cas enregistrés que la moyenne nationale.

Nous serons dans la rue pour rappeler que les enfants sont les premières victimes des violences sexuelles. Tous les jours, 450 enfants en sont victimes. La moitié des enfants victimes d'inceste ne sont pas pris en charge lorsqu'ils appellent à l'aide. Les enfants parlent sans être écoutés. Au bout de 2 ans, le gouvernement veut supprimer la commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants sous prétexte que son travail serait terminé. Nous exigeons son maintien.

Nous serons dans la rue pour dénoncer l'absence sidérante de politiques publiques pour lutter efficacement contre les violences faites à toutes les femmes, aux enfants et aux minorités de genre. La réduction drastique des financements des hébergements d'urgence montre que la "grande cause" est une imposture. Les associations féministes de terrain, abandonnées par l'État, ne peuvent plus accompagner les victimes dans de bonnes conditions. Certaines sont contraintes de mettre la clef sous la porte.

Ces violences de genre s'inscrivent dans un contexte d'inégalités, d'injustices et de racismes. Nous ne pouvons pas fuir un père, un conjoint, un employeur, un système violent si notre survie matérielle n'est pas assurée.

Sur les lieux de travail, plus de 8000 viols ou tentatives ont lieu chaque année et un tiers des femmes subissent du harcèlement sexuel. Les employeurs publics et privés doivent faire cesser les violences, protéger les victimes et sanctionner les agresseurs, en application du Code du Travail. Nous ne nous contentons pas de la ratification par le gouvernement de la convention 190 de l'OIT à moyens constants. Nous exigeons la mise en place de nouvelles obligations pour renforcer la protection des victimes !

Le 24 novembre, nous serons dans la rue pour dénoncer les violences sociales et policières sous le règne d'Emmanuel Macron, de son gouvernement et du patronat, exercées contre les femmes. Nous refusons la perte de nos conquêtes sociales, la casse de nos services publics et de notre protection sociale. Les réformes des retraites, du chômage et du RSA pénalisent davantage les femmes, car elles ont des carrières hachées et des emplois sous-payés. L'explosion des loyers et l'inflation accentuent encore leur précarité. Les expulsions locatives et le mal-logement touchent en majorité les mères seules avec enfants. Dans la continuité de la répression raciste, les prétextes vestimentaires sont utilisés pour désigner des boucs émissaires et stigmatiser les personnes racisées, musulmanes. Trop couvertes ou pas assez, c'est aux femmes de décider !

Le dernier rapport de la Fondation des femmes estime que pour lutter efficacement contre les violences faites aux femmes et aux minorités de genre, il faudrait au minimum 2,6 milliards d'euros. L'État en dépense aujourd'hui 184,4 millions. On est loin du compte. Nous exigeons l'obtention immédiate de 3 milliards d'euros pour combattre enfin efficacement ces violences !

Nous appelons les militant·es de nos associations, nos organisations politiques, nos syndicats ainsi que tout·es les citoyen·nes à nous rejoindre pour construire un monde libéré de l'exploitation, des oppressions et des discriminations, un monde libéré du patriarcat.

Soyons nombreux·SES le 24 novembre 2023, Place d'Arc à Orléans, à partir de 17h30.

Signataires : NPA 45, Feministes en Tous Genres 45, POID, CGT, Solidaires, FSU, UNEF

